

CSA-SD 67 du 01 Avril 2026

Déclaration Liminaire de l'UNSA Education

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD

En préambule de cette déclaration liminaire, l'UNSA Éducation tient à saluer le travail particulièrement conséquent mené par la MAPI ainsi que par l'ensemble des équipes de ce bureau. Mais il faut le dire clairement : la tenue tardive de cette instance en lien avec les élections municipales a profondément désorganisé le travail et dégradé les conditions dans lesquelles cette instance se tient aujourd'hui, tant sur le plan administratif que syndical.

Le groupe de travail préalable avec la présence de toutes les organisations syndicales a permis de mettre en évidence un certain nombre de situations complexes. Parmi celles-ci, la prévision des très nombreuses suppressions de classes que vous justifiez par la baisse démographique, suscite de vives inquiétudes et ne constitue pas un signal positif pour l'avenir du service public d'éducation.

La carte scolaire ne peut se limiter à de la comptabilité.

À la lecture du tableau, nous constatons que plusieurs écoles du premier degré sont à nouveau organisées en classe unique à cours multiples, allant du PS au CM2, y compris lorsque les effectifs demeurent conséquents. Cette organisation interroge directement les conditions d'enseignement et d'apprentissage. Quid des fusions de directions, il est question de prévision de fusion pour passer jusqu'à 700 élèves pour une direction?!! Ce n'est pas imaginable pour l'UNSA éducation. Les expérimentations de l'année passée le montrent bien. Humainement, des limites sont atteintes, cela occasionne des dégâts sur la santé mentale et des départs de personnels.

À l'UNSA Éducation, nous insistons que c'est avant tout le service public d'éducation qui doit primer. Dès lors, une question essentielle se pose : dans quelles conditions les enseignements pourront-ils être dispensés de manière satisfaisante dans un contexte de suppressions de classes et de postes ?

Nous attirons également l'attention sur les conditions matérielles d'accueil. Certaines écoles ne disposent pas d'espaces ni d'aménagements adaptés, notamment pour les élèves de maternelle, ce qui pose des difficultés en termes de sécurité, de bien-être et de qualité pédagogique.

Enfin, à la lecture des documents préparatoires à la rentrée 2026, nous constatons la disparition de l'IPS, indicateur pourtant essentiel pour objectiver les besoins, ajuster les effectifs par classe et tenir compte des réalités sociales des territoires.

Cette lecture comptable est regrettable et difficilement acceptable. Elle nie la réalité du terrain et les besoins des élèves comme des personnels.

Les signaux envoyés sont très préoccupants. Car derrière ces décisions, il y a une réalité que vous ne pouvez pas ignorer : celle des personnels — enseignant·e·s, directeurs, AESH, administratifs — engagés mais aujourd'hui épuisés et dont les conditions de travail continuent de se dégrader.

Pour l'UNSA Éducation, cette trajectoire est une impasse. Elle fragilise l'École publique et met en tension tout un système, ce que nous ne pouvons pas accepter.

Je vous remercie